

AFRICAN UNION		UNION AFRICAINE
الاتحاد الأفريقي		UNIÃO AFRICANA
<p style="text-align: center;"><b>AFRICAN COURT ON HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS</b>  <b>COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES</b></p>		

**REQUETE N° 019/2019**

**COULIBALY OUSMANE**

**C.**

**REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE**

**RESUME DE LA REQUETE INTRODUCTIVE D'INSTANCE**

## **I. LES PARTIES**

1. Le 23 avril 2019, Coulibaly OUSMANE (le Requéant) a saisi la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (la Cour) d'une Requête introductive d'instance dirigée contre la République de la Côte d'Ivoire (État défendeur).

## **II. OBJET DE LA REQUÊTE**

### **A. Faits de la cause**

2. Il ressort de la Requête introductive d'instance que le Requéant a été accusé et condamné pour vol en réunion avec port d'armes à une peine d'emprisonnement fermé de 20 ans, sans avocat par le tribunal de première instance d'Abidjan en date du 23/04/2013. IL a fait appel de cette condamnation à son égard, au niveau de la cour d'appel. Cette peine de 20 ans a été confirmée au niveau d'appel par l'arrêt numéro 188 du 25/02/2015, rendu par la deuxième chambre correctionnelle de la cour d'appel d'Abidjan plateau.
3. Le Requéant n'a pas fait une déclaration du pourvoi en cassation, bien entendu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, il aurait été forclos par la méconnaissance de cette voie de recours extraordinaire précitée, ceci est expliqué par le fait qu'il n'a pas été assisté par un avocat "In limine litis" quant bien même il aurait fait ce recours précité, le résultat serait sans aucun succès dans l'ordre juridique et judiciaire actuel de l'État mis en cause. C'est avec l'absence de possibilité d'un recours effectif en Côte d'Ivoire, sur un pourvoi en cassation effectif, réel et sérieux, qui fait que nous nous tournons vers la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

### **B. Violations alléguées**

4. Le droit à un procès équitable.
5. Le droit à un recours effectif.
6. Le droit d'accès au juge et à la justice.
7. L'obligation de motiver dans le procès pénal.
8. Droit à la protection de la dignité d'une personne emprisonnée.
9. Droit à l'égalité des armes
10. Le principe du contradictoire.
11. Principe de la proportionnalité de peine.

### **III. DEMANDES DU REQUÉRANT**

12. La grâce présidentielle, étant est une mesure qui peut être prise par le président de la République pour réduire la durée de la peine d'emprisonnement d'un condamné. Elle permet au prisonnier qui en fait l'objet d'être libéré avant d'avoir purgé la totalité de sa peine.
13. La commutation en bonne et due forme de sa peine d'emprisonnement de 10 ans ferme, en une peine d'emprisonnement moins lourde.
14. Une libération conditionnelle.
15. Une solution amiable fondée sur le respect des droits de l'homme et des peuples.
16. Une indemnisation financière du préjudice subi, en raison des décisions judiciaires iniques qui ont été prononcées à son égard.